

# Les experts de la santé resteront -ils indépendants ?

## Contexte

**Aujourd'hui**, le KCE est en pleine réforme. Il doit être fusionné avec d'autres institutions dans le cadre d'un "redesign" voulu par le gouvernement pour créer un seul centre fédéral de recherche en politique de la santé : Sciensano. Mais le projet passe mal.

# Non

■ Les crises récentes – le fipronil, mais aussi le scandale du glyphosate – nous montrent qu'il y a des risques à mélanger la défense de la santé de la population avec la défense – tout à fait légitime par ailleurs – des intérêts du secteur agricole.

## D<sup>r</sup> Raf Mertens

Directeur général du KCE, le Centre fédéral d'expertise des soins de santé.

**Quel est le rôle du KCE, le Centre fédéral d'expertise des soins de santé ?**

Le KCE est un institut de recherche qui donne des avis sur des questions relatives à l'organisation des soins de santé. Faut-il tel ou tel nouveau type de scanners dans nos hôpitaux ? Quelle est la meilleure manière d'organiser les services d'urgence en Belgique ? Comment financer les hôpitaux ? Etc. En moyenne, le KCE publie une étude toutes les deux à trois semaines.

**On dénombre trois autres organismes de recherches en matière de santé. Pourquoi ne serait-ce pas une bonne idée de les fusionner pour former une institution scientifique unique sous le nom de Sciensano, comme le projette le gouvernement actuel ?**

Aucune étude ne démontre un quelconque avantage à fusionner le KCE avec les autres organismes de recherche en matière de santé. Les gains que l'on pourrait obtenir avec des soi-disant économies d'échelle seraient probablement minimes et ne compenseraient certainement pas la perte d'autonomie, d'expertise et d'identité de notre institut de recherche. Au fil de ses 15 ans d'existence, le KCE s'est construit une solide réputation aussi bien sur le plan national qu'international. Cela fait la fierté de la quarantaine de chercheurs qui y travaillent actuellement. Je crains que la fusion, en "diluant" ces chercheurs dans une structure de plusieurs centaines de personnes, ne leur fasse perdre une partie de leur belle motivation. Par ailleurs, dans le paysage de soins de santé en Belgique, il y a les syndicats des médecins, les coupes des hôpitaux, les mutualités et bien sûr le politique et les administrations. Tous ont l'habitude de négocier ensemble des solutions. Mais il est indispensable qu'ils puissent continuer à construire leurs dossiers en se basant sur des analyses indépendantes, sinon ce ne serait plus des négociations mais du marchandage. Pour cela, il faut des structures indépendantes, comme la nôtre, qui amènent des éléments objectifs dans la discussion.

**En fusionnant avec d'autres instituts, le KCE perdrait-il nécessairement son indépendance ?**

Le conseil d'administration (CA) du KCE réunit toutes les parties prenantes des débats en matière de santé, dont bien sûr le politique et l'administration et c'est tout à fait légitime. Nous sommes notamment d'importants pourvoyeurs d'avis pour l'Inami et le SPF santé publique. Mais, dans notre CA, nous comptons aussi les hôpitaux, les médecins et infirmiers et les représentants des patients. Ce qui permet d'avoir un fonctionnement où aucun parti, aucun intérêt particulier, n'est en mesure de censurer, de bloquer, d'influencer outre mesure nos travaux. C'est pour cela que je soutiens que notre CA est bien équilibré.

**Et cet équilibre serait-il menacé ?**

En fait, le CA de la nouvelle structure serait constitué principalement de représentants des différents services publics, de l'agence du médicament et de l'agence de sécurité alimentaire (AFSCA), cette dernière révélant, comme on le sait, de la compétence du ministre de l'Agriculture. Et donc là, il n'y aurait pas ce contrepois des soignants, du monde des hôpitaux, et surtout pas de représentants des patients. Ce serait très unilatéral avec un CA qui répondrait directement au pouvoir politique. Le KCE, qui est une agence indépendante de recherche, deviendrait plutôt une sorte d'administration...

**Avec quels dangers, au bout du compte ?**

Si toutes les formes de recherche en matière de santé, de soins vétérinaires, d'agrochimie, etc., sont englobées sous le même chapeau, sous les compétences du ministre de la Santé mais aussi du ministre de l'Agriculture, nous perdons notre objectif ultime : l'amélioration des soins au bénéfice des citoyens, des patients. Pourtant, les crises récentes – le fipronil, mais aussi le scandale du glyphosate – nous ont clairement montré qu'il y a des risques à mélanger la défense de la santé de la population avec la défense – tout à fait légitime par ailleurs – des intérêts du secteur agricole. Ce sont deux choses différentes et, pour la population, autant rester clairs sur les intérêts que nous défendons quand nous prenons un point de vue, ou émettons un avis.

Entretien : Baptiste Epicum

## Une opinion de 73 signataires

**Ce mardi matin**, 73 chercheurs et professeurs d'université ont signé une opinion parue dans le "Standaard" et "Le Vif/L'Express" pour exprimer leur position en défaveur d'une fusion des instances d'avis scientifiques en matière de santé.

**Selon eux**, après la récente crise des œufs, la garantie de l'indépendance du KCE est *"la seule manière de regagner la confiance du citoyen, pour qui la protection de sa santé et celle de ses enfants reste la priorité absolue"*.

## Le principe "One Health"

Ebola, Sras, grippe aviaire...

**One Health** est un programme international qui affirme le partage des responsabilités et la coordination d'actions globales pour gérer les risques sanitaires aux interfaces animal-homme-écosystèmes. La nécessité d'une telle approche s'est fait jour en 2004 après la survenue de différentes épidémies mêlant l'homme et l'animal: Ebola, Sras et surtout grippe aviaire en 2003. 60% des maladies humaines infectieuses sont d'origine animale.

# Oui

■ **L'OMS préconise dorénavant une recherche intégrant et liant la santé des humains, des animaux et l'écosystème. Le nouveau centre fédéral de recherche, Sciensano, va dans ce sens. Le changement fait peur mais l'indépendance des experts ne changera pas.**

## Els Cleemput

Porte-parole de Maggie De Block, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (Open VLD)

**Le Centre fédéral d'expertise des soins de santé (KCE), par la voix de son directeur général Raf Mertens, soutenu par quelques dizaines d'experts, ne veut pas fusionner avec d'autres instituts de recherche pour former le nouveau centre fédéral de recherche, Sciensano. Pourquoi vouloir fusionner ces entités indépendantes ?**

Nous comprenons très bien que certaines personnes ont des questions sur les changements à venir et que les changements sont, par nature, quelque chose de difficile à vivre. Mais il y a des raisons objectives pour fusionner. Déjà en 2010, la Cour des comptes a demandé à l'Etat de fusionner plusieurs institutions proches qui fournissent des recherches, études et avis concernant la santé et de créer un seul et unique "système de recherche en santé". Cette Cour des comptes – juridiction indépendante – avait constaté que la Belgique dispose de quatre institutions qui, parfois, mènent des études sur le même sujet sans se concerter. Imaginez-vous que dans une rédaction, un journaliste en politique, un autre en culture et un dernier en économie réalisent le même reportage, chacun de leur côté ? Bref, un manque de cohérence, de coordination et d'harmonie a été pointé. Cette demande ne plaît pas à tout le monde. Mais le nouveau centre de recherche répond aussi aux requis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA-OIE) qui préconisent une collaboration plus étroite entre les deux secteurs. Pionnier, Sciensano a donc la volonté de mettre en pratique ce concept, "One Health", basé sur le principe que la santé des humains, celle des animaux et l'écosystème sont re-

liés entre eux. Le renforcement de la politique des soins de santé à l'aide de preuves scientifiques et la création d'une plate-forme de concertation font aussi partie de l'accord de gouvernement signé en 2014.

### Qui va faire partie de Sciensano ?

Sciensano se construit en deux phases. La première – Sciensano 1 – réunit l'Institut scientifique de santé publique (ISP, qui dépend de la ministre de la Santé) et le Centre d'étude et de recherches vétérinaires et agrochimiques (Coda-Cerva, qui dépend du ministre de l'Agriculture). A cause d'une procédure plus longue que prévue d'intégration avec les entités fédérées, Sciensano 1 n'a pas encore démarré. Dans une deuxième phase, Sciensano 1 fusionne avec le KCE et le Conseil supérieur de la santé (CSS) pour arriver à "Sciensano 2". L'objectif final est d'arriver à un unique "Health Research System" (HRS) comme le demande la Cour des comptes et l'OMS.

### Dans une telle fusion, le KCE redoute une dilution de son expertise. Vous comprenez ?

Aucune crainte. Dans Sciensano, chaque institution garde bien évidemment ses compétences clefs. Le KCE, l'"evidence based assessment" comme, par exemple: quelle thérapie est la meilleure pour la santé publique ? ou faut-il oui ou non vacciner des garçons contre le papillomavirus humain ? Le CSS se focalise, lui, sur le "risk assessment", soit l'analyse des études internationales, comme par exemple des recommandations relatives à l'usage de dispositifs émettant des rayons UV artificiels. L'ISP se consacrera toujours à l'épidémiologie (Ndlr : étude des facteurs influant sur la santé et les maladies de populations), études avec des laboratoires et données sur la santé. Et le Cerva, la même chose que l'ISP mais pour les animaux.

### Le KCE craint surtout une mise sous tutelle et une perte de son indépendance.

Elle n'est pas fondée. Il est hors de question de mettre le KCE sous tutelle du politique, bien au contraire. Les politiques ont fondamentalement besoin d'avis objectifs sur base de preuve. Le conseil d'administration actuel se compose de nombreuses et diverses parties (les mutualités par exemple) qui garantissent l'indépendance du KCE quant aux décisions sur les sujets des études. Dans la nouvelle structure, ces mêmes représentants réunis en comité spécial continueront à décider seuls des sujets des études. Toutefois, ce CA prend aussi des décisions sur la gestion du personnel et le budget. Là, cette participation élargie n'est plus logique.

Entretien : Thierry Boutte